



UNE SEMAINE EN HAÏTI

L'hebdomadaire du Collectif Haïti de France

Une rédaction d'Alterpresse ... avec le soutien de la Fokal

N°1467

5 novembre 2020

- **Agriculture : Plusieurs organisations alertent sur une tentative d'accaparement des terres paysannes en Haïti par des potentats au pouvoir au profit de compagnies transnationales**
- **Le regroupement citoyen *Nou p ap dòmi* invite Rameau Normil à tirer les conséquences de son incompétence à mettre la Police nationale au service de la population**
- **Insécurité : Poursuite du mouvement citoyen de blocage des rues, à l'aide de véhicules, à Port-au-Prince et Delmas**
- **Criminalité : La *Fondasyon je klere* et la *Solidarite fanm ayisyèn* exigent justice pour l'écolière Évelyne Sincère, assassinée le 1er novembre 2020 à Delmas**

>> Agriculture : Plusieurs organisations alertent sur une tentative d'accaparement des terres paysannes en Haïti, par des potentats au pouvoir, au profit de compagnies transnationales

La Plateforme haïtienne de plaidoyer pour un développement alternatif (PAPDA) dénonce une politique d'agression, par la force et la violence, contre les paysannes et paysans, principalement dans le Nord et le Nord-Est d'Haïti. « Ce qui se joue aujourd'hui, c'est l'avenir économique du pays », alerte l'économiste Camille Chalmers, directeur exécutif de la Plateforme. « L'objectif de cette politique anti-paysans est de transférer les terres à des compagnies transnationales, particulièrement américaines, pour continuer à piller le pays ». Ce qui constitue une menace pour la vie des paysans, et pour l'économie du pays. Il souligne combien cette situation serait la cause de l'augmentation de l'insécurité alimentaire et de la migration vers des bidonvilles, à Port-au-Prince. Des autorités étatiques, à tous les niveaux, se servent de faux papiers obtenus de la part de ministres et de juges de paix, pour déposséder les paysans de leurs terres. Ces terres, qui sont entre les mains des paysannes et paysans, depuis plusieurs décennies, font partie de l'héritage de leurs grands-parents depuis une centaine d'années, précise Origène Louis de l'organisation *Tèt kole ti peyizan ayisyen*. Plusieurs propriétaires ont été victimes d'actes de

violences qui ont fait des blessés ou des morts. Des maisons ont été détruites et incendiées, d'autres ont perdu tout ce qu'ils possédaient. Cette situation a poussé plusieurs paysans et leur famille à abandonner leurs maisons. Roosevelt Jean Félix de la Plateforme des organisations haïtiennes de défense des droits humains demande au pouvoir en place de cesser cette opération de vols de terres paysannes. Tout en réclamant justice pour les victimes, ces organisations appellent à l'appui d'autres organisations sociales et paysannes, en vue de supporter les paysans ciblés. Elles exigent que la justice retire les mandats émis contre une vingtaine de paysans à Prévoyance (Nord-Est). Cinq mandats ont été aussi émis contre des paysans à Casimir (Nord-Est), qui résistaient contre le vol de leurs terres. L'Office de la protection du citoyen (OPC) devrait également mener rapidement une enquête dans les localités où les paysans ont été victimes, afin d'éviter un autre massacre comme celui du 23 juillet 1987 à Jean Rabel, souhaite la Plateforme haïtienne de plaidoyer pour un développement alternatif, *Tèt kole ti peyizan ayisyen* et la Plateforme des organisations haïtiennes de défense des droits humains.

>> **Le regroupement citoyen *Nou p ap dòmi* invite Rameau Normil à tirer les conséquences de son incompétence à mettre la Police Nationale au service de la population**

Plus d'une année après son installation (août 2019), [comme directeur général ad intérim de la Police Nationale d'Haïti, Rameau Normil n'a pas un bilan positif](#). Durant les 8 premiers mois de cette année, 944 cas de morts par balles ont été recensés. Parallèlement, 124 cas de kidnapping (enlèvement et de séquestration de personnes) sont confirmés depuis janvier 2020. Les unités de la Police font montre de passivité, voire de complicité, vis-à-vis des gangs armés. Sans aucune intervention de la police, des gangs armés ont provoqué la panique et une fuite désordonnée des habitants du Bel Air, dans la soirée du 31 août 2020. Plusieurs personnes auraient été tuées à cette occasion (). Depuis fin août, l'agglomération du Bel Air vit au quotidien une situation de terreur, orchestrée par des gangs armés. La police nationale fait un usage disproportionné de gaz lacrymogènes, chaque fois que des groupes sociaux manifestent pacifiquement dans les rues, contre la criminalité et contre le mode de gestion catastrophique de l'équipe au pouvoir. Vu son incompétence et son incapacité à mettre les unités de la police au service de la population, Rameau Normil devrait se démettre de sa fonction de directeur général de la police, exige le collectif de citoyennes et de citoyens *Nou p ap dòmi*. N'ayant pas respecté les procédures légales, la nomination de Normil Rameau à la tête de la police nationale, en août 2019, est « illégale », avait estimé le sénateur Youri Latortue.

>> **Insécurité : Poursuite du mouvement citoyen de blocage des rues, à l'aide de véhicules, à Port-au-Prince et Delmas**

Des manifestants ont encore installé, le 4 novembre, des véhicules en travers de la route, à Port-au-Prince et à Delmas, en signe de protestation contre l'insécurité dans le pays., Sur certains véhicules, des photos de plusieurs victimes étaient affichées, dont celles de [l'ex bâtonnier de l'ordre des avocats de Port-au-Prince, Me. Monferrier Dorval](#), de [l'étudiant Grégory Saint-Hilaire](#) et [de l'écolière Évelyne Sincère](#) . Cette situation a créé un blocage partiel de la circulation automobile, notamment au centre-ville de Port-au-Prince, dans la zone de *Kafou Ti fou*, et au niveau de Delmas 49, Delmas 51 et Delmas 53. Alors que les policiers se sont montrés compréhensifs à Delmas, leurs collègues ont plutôt réagi brutalement à Port-au-Prince, en enlevant les plaques des véhicules mis en travers de plusieurs rues. Ils ont aussi retiré, sur les pare-brise des véhicules, les photos de victimes de la terreur de gangs armés. Cette action de blocage des rues avec des véhicules, viserait à inciter la population à se révolter contre la montée des actes de criminalité, dont de kidnapping, explique Me. Iswick Théophin, avocat du Barreau de Port-au-Prince et membre du mouvement *Nou se Dorval*. L'État haïtien est le principal responsable du phénomène d'insécurité, parce qu'il se fait complice des gangs armés dans le pays, blâme-il, appelant la population à se soulever également contre le régime *tèt kale* au pouvoir. D'autres protestataires en ont profité pour gagner les rues de Port-au-Prince, ce mercredi 4 novembre, en direction des locaux du Ministère de la justice et de la sécurité publique, à l'avenue Charles Sumner, pour forcer les autorités judiciaires à mettre un frein au climat d'insécurité en Haïti. Des agents de la Police Nationale ont lancé des gaz lacrymogènes pour disperser la foule de protestataires. Beaucoup d'organismes de droits humains dénoncent les accointances des officiels du régime au pouvoir avec les gangs armés. [L'Office de protection du citoyen préconise des actions institutionnelles pertinentes, pour mettre fin aux forfaits des gangs armés. Le journal Le Nouvelliste relève beaucoup plus de tweets que d'actions, face à la criminalité en Haïti.](#)

>> **Criminalité : La *Fondasyon je klere* et la *Solidarite fanm ayisyèn* exigent justice pour l'écolière Évelyne Sincère, assassinée le 1er novembre à Delmas**

L'organisme de droits humains *Fondasyon je klere* (Fjkl) demande aux autorités judiciaires et policières de tout mettre en œuvre, pour que les auteurs et complices de ce crime inqualifiable soient identifiés, appréhendés et soumis à la justice. Elle relève une incapacité du pouvoir en place à gérer le pays et à protéger les droits des citoyennes et citoyens. Pour sa part, la *Solidarite fanm ayisyèn* (Sofa) appelle les organisations de femmes et de droits humains et les forces progressistes du pays à se mobiliser sans arrêt, pour exiger l'arrestation des kidnappeurs ainsi que des groupes politiques et économiques, qui les alimentent en armes et munitions.